

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Le programme de microcrédits fait son point d'étape

GMNN
Libreville/Gabon

Le 4 juillet dernier, Okoumé Capital, entité du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS), signait une convention de partenariat

avec cinq établissements de microfinance (EMF) dans le cadre de l'opérationnalisation du programme de microcrédits lancé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de sa tournée républicaine à l'intérieur du pays.

Cette convention de partenariat prévoit d'octroyer des crédits aux entrepreneurs individuels, aux très petites entreprises ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises au taux d'intérêt préférentiel de 6 %. Mardi dernier à l'immeuble Arambo, il s'agissait pour Okoumé Capital de présenter l'état d'avancement de ce programme de microcrédits pour les entrepreneurs à Yves-Fernand Manfoumbi et Nicole Jeanine Roboty-Mbou, respectivement ministres des PME/PMI et de l'Économie et de la Relance.

On retient que ce programme a fait l'objet d'une vaste vulgarisation qui a permis d'enrôler déjà plus de 2 000 personnes. Et qu'il est déjà effectif avec 150 dossiers validés pour des financements allant de 200 000 à 1 500 000 francs CFA, avec déjà des décaissements aux bénéficiaires. Par ailleurs, grâce aux réseaux d'agences des EMF, le programme couvre



Photo: AEE

Les participants à l'atelier sur les microcrédits.

tout le pays. Cependant quelques difficultés - des dossiers montés avec des cartes d'identité illisibles -, ont été relevés dans le circuit mais vont être résolus.

Les membres du gouvernement ont salué l'initiative en relevant qu'ils encouragent les compatriotes à aller vers l'auto-emploi.

Il convient de souligner que le programme de microcrédits est un investissement qui demande à être rentabilisé afin qu'il soit pérennisé aux fins de

créer des champions locaux. Le ministre des PME/PMI suggère comme forte recommandation d'intégrer un accompagnement par les incubateurs existant sur le territoire. Un accompagnement qui pourrait se faire sur 3 ans pour des résultats probants. Toute chose qui permettra de dupliquer le programme.

Rendez-vous a été pris en septembre prochain pour un autre bilan d'étape qui évaluera assurément cette proposition et sa mise en œuvre.

TotalEnergies Gabon lance la campagne "1 casque, 1 vie"



Photo: AEE

Les participants se sont retrouvés au terme de la sensibilisation.

AEE
Libreville/Gabon

TotalEnergies Gabon a lancé, le 29 juillet écoulé à la Baie des rois de Libreville, une campagne dénommée "1 casque, 1 vie". Une initiative destinée à sensibiliser les conducteurs de deux-roues à la sécurité routière et à l'importance de porter un casque homologué.

Le but est de faire prendre conscience aux conducteurs de ces engins à deux roues les risques qu'ils encourent en faisant fi des règles de sécurité routière. Au cours de cette campagne, Marckus Bouaki Koumba, responsable du système de management de transport chez TotalEnergies Marketing a rappelé les règles à respecter pour un motocycliste, afin d'éviter toute situation d'accident. " Il s'agit, a-t-il rappelé, de se protéger et protéger les autres, respecter les règles et entretenir la moto. On a constaté qu'il y a plusieurs casques qui ne répondent pas

aux normes, ils n'ont pas de jugulaires, c'est-à-dire qu'en cas d'accident, le casque peut sauter. Or un casque avec jugulaire permet de protéger le motocycliste."

Ainsi à travers cette campagne, a poursuivi Marckus Bouaki Koumba, " TotalEnergies veut faire partir des références en matière de sécurité. Et on pense qu'on peut éviter les accidents en travaillant sur le comportement individuel, en travaillant sur la vigilance de chacun pour être toujours dans nos objectifs de zéro accident."

On note à cette occasion, la présence à cette campagne de la Direction générale de la sécurité routière (DGSR), pour qui TotalEnergies est un partenaire. " Il faut dire que le port du casque est obligatoire en République gabonaise. Le non-respect expose les contrevenants, selon la loi, à des amendes allant de 300 à 500 mille francs et passible de 5 mois à un an de prison ", a rappelé Antoine Moubouyi, chef de service de la prévention routière.

Employabilité des jeunes : les opérateurs pétroliers invités à solliciter la main-d'œuvre locale

GMNN
Libreville/Gabon

AMÉLIORER le bien-être des populations vivant autour des sites d'exploitation pétrolière. C'est l'un des principaux points abordés au cours de la réunion convoquée par le ministre du Pétrole et du Gaz, Vincent de Paul Massassa, à son cabinet. Autour des opérateurs pétroliers exerçant au Gabon, le membre du gouvernement a tenté de trouver une solution aux nombreuses revendications des habitants. "Il était question pour nous de faire un tour de table et d'apprécier la manière avec laquelle les revendications des populations locales sont abordées, discuter des pistes de solutions éventuelles quant



Photo: AEE

Les opérateurs pétroliers invités à solliciter la main-d'œuvre locale.

à la résolution de ces crises qui deviennent répétitives, comme nous l'avons remarqué à l'approche de chaque période électorale", a souligné le ministre. En effet, une réflexion était déjà menée par les opérateurs sur ces questions, avec des solutions qui, peu à peu, étaient appliquées. "Il y a un certain nombre de projets des populations qui ont déjà été réalisés. Il y a en qui sont en cours, et il en a qui verront

le jour, un peu plus tard", a fait savoir le directeur général adjoint d'Addax Petroleum Oil & Gas, Jean-Félicien Makanga.

Il a toutefois salué la rencontre initiée par le ministre, d'autant plus qu'elle a permis de "mieux comprendre exactement la situation autour du travail qui est fait par les opérateurs pétroliers, afin de fixer un chronogramme par rapport à ces différents projets."